



L'Égypte prête à une intervention militaire directe en Libye

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 26 juin 2020

[Observateurvateur Continental](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Au moment où la violence en terre libyenne ne faiblit pas, et que cet Etat – tantôt l'un des plus prospères d'Afrique – est devenu une zone d'affrontement entre plusieurs puissances régionales et internationales, rien pour le moment ne semble pouvoir stopper la spirale de cette violence.

La guerre sur le front libyen se poursuit. Récemment, le Gouvernement d'accord national (GAN) – soutenu principalement par la Turquie, le Qatar et l'Italie, a réussi à repousser l'offensive sur Tripoli de l'Armée nationale libyenne (ANL) commandée par Khalifa Haftar et à reprendre plusieurs territoires de l'Ouest libyen – accentuant par la même occasion un peu plus la division entre les territoires sous contrôle du gouvernement tripolitain d'un côté et ceux de l'Est de l'autre.

Le soutien turc au GAN a vraisemblablement permis ces succès, bien que la majorité du territoire libyen reste toujours sous [contrôle](#) des forces du maréchal Haftar et de ses alliés.

L'autre fait important à noter dans cet affrontement entre puissances sur le sol libyen n'est autre que les tensions qui [s'accroissent](#) entre alliés de l'Otan, notamment entre la France et la Turquie. Poussant par la même occasion le président français à [relancer](#) l'idée d'une «mort cérébrale» de l'alliance atlantiste.

Mais face aux récents échecs de l'ANL, ses principaux soutiens internationaux ne prévoient pas de rester les bras croisés. Ainsi, l'Égypte, voisin et justement l'un de ces principaux soutiens, a d'ores et déjà fait comprendre que si la contre-offensive des milices du GAN allaient tenter de prendre la ville de Syrte, Le Caire se garde le droit d'une intervention militaire directe en soutien au gouvernement de l'Est, dont il reconnaît la légitimité. Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi l'a d'ailleurs explicitement fait comprendre: «Ce droit est fondé sur la nécessité de protéger les frontières de l'Égypte contre les groupes terroristes, ainsi que d'aider les frères libyens à rétablir la sécurité et la stabilité, à mettre fin aux effusions de sang parmi les Libyens, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest du pays, et également soutenir le cessez-le-feu et le lancement d'un processus politique global sous les auspices de l'ONU».

Entre temps, Aguila Salah Issa, président de la Chambre des représentants, a déclaré que «le peuple libyen demandait officiellement à l'Égypte d'intervenir militairement si cela s'avère nécessaire». Toujours selon lui, ce serait une intervention légitime si les milices soutenues par la Turquie et le GAN franchissaient «la ligne rouge».

En termes de perspectives, si certains experts estiment que l'Égypte rentrera dans un

bourbier dans le cas d'un tel engagement militaire, surtout au vu des risques d'un affrontement direct ou semi-direct avec la Turquie. Il n'empêche que Le Caire semble déterminé à agir fermement en cas de besoin et à ne pas permettre la présence de milices salafistes près de ses frontières. Et malgré certaines difficultés auxquelles fait face le pays des Pharaons à l'heure actuelle, que ce soit sur le plan économique ou sanitaire lié à la propagation du Covid-19, il n'empêche que l'Égypte possède une force de frappe indéniable, et un certain nombre d'atouts face à la Turquie. Ne serait-ce qu'une proximité géographique directe avec le sol libyen, lui permettant d'avoir un avantage logistique sur l'adversaire turc. D'autre part, les Forces armées égyptiennes ne sont pas à présenter : principale puissance militaire africaine et du monde arabe, et selon le dernier classement pour 2020 du portail américain de référence sur l'analyse et le classement des principales puissances militaires du monde Global Fire Power, l'Égypte serait désormais la 9^{ème} [puissance](#) militaire mondiale (12^{ème} en 2019).

Quant à la discussion sur la légitimité ou non d'une telle intervention, il faudrait probablement noter qu'elle ne serait certainement pas moins légitime que celle des autres pays impliqués dans l'interminable conflit libyen, notamment ceux qui soutiennent le GAN. Et surtout probablement plus légitime que l'agression de l'Otan de 2011 - ayant détruit les bases étatiques d'un Etat qui inspirait de nombreux pays africains lors de l'existence de la Jamahiriya de Mouammar Kadhafi.

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est [Observateurvateur Continental](#)
Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](#), [Observateurvateur Continental](#), 2020

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca